

Unité départementale de la Moselle  
4 rue François de Guise  
CS 50551  
57036 METZ  
Tél : 03 54 44 02 80  
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 6 octobre 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **METEX NOOVISTA**

plate-forme de Carling/Saint-Avold  
57500 Saint-Avold

Références : ST-AVOLD\_METEX\_2022-09-30\_RAPVI\_MCB\_31765  
Code AIOT : 0003013146

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/09/2022 dans l'établissement METEX NOOVISTA implanté plate-forme de Carling Saint-Avold 57500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 21/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite du 22 septembre 2022 a principalement porté sur les rejets aqueux du site.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- METEX NOOVISTA
- plate-forme de Carling/Saint-Avold 57500 Saint-Avold
- Code AIOT : 0003013146
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société METEX NOOVISTA est autorisée par l'arrêté préfectoral n°2018-DCATA-BEPE-295 du 10 décembre 2018 modifié à exploiter une unité de production d'acides carboxyliques (1-3 propanediol (PDO) et acide butyrique (AB)). La mise en service du site a eu lieu au printemps 2021.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- rejets aqueux

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Autosurveillance des rejets aqueux en zinc	Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 4.4.9 (partiel) + 10.3.3.1 (partiel)	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Fonctionnement de la station d'épuration du site	Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 4.4.3.4 (partiel)	Susceptible de suites	Sans objet
13	Campagne de surveillance et de caractérisation initiale des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 10.3.3.3	/	Sans objet
14	Réseau d'eau d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 8.4.4 (partiel)	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Autosurveillance des rejets aqueux en nitrates	Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 4.4.9 (partiel) + 10.3.3.1 (partiel)	Susceptible de suites	Sans objet
3	Autosurveillance des rejets aqueux en ammonium	Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 4.4.9 (partiel) + 10.3.3.1 (partiel)	Susceptible de suites	Sans objet
4	Point de prélèvement des rejets aqueux de la station de traitement du site	Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 4.4.6.3	Susceptible de suites	Sans objet
6	Autosurveillance de la température des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 4.4.8 (partiel) + 10.3.3.1 (partiel)	/	Sans objet
7	Valeurs nulles sur les résultats d'autosurveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 10.3.3.1 (partiel)	/	Sans objet
9	Suivi en continu de certains paramètres des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 10.3.3.1 (partiel)	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Autosurveillance des rejets aqueux sur les autres paramètres	Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 4.4.8 (partiel) + 4.4.9 (partiel) + 10.3.3.1 (partiel)	/	Sans objet
11	Mesures comparatives des effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 10.3.3.1 (partiel)	/	Sans objet
12	Analyse annuelle de la présence d'OGM dans les effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 10.3.3.1 (partiel)	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés lors de la visite du 22 septembre 2022 ont notamment mis en évidence :

- une nette amélioration de la qualité des rejets aqueux depuis la précédente visite du 3 février 2022 ;
- que la mise en demeure DCAT/BEPE/N°2021-215 du 22 octobre 2021 est respectée en ce qui concerne les valeurs limites d'émission des rejets aqueux en nitrates (Cf. point de contrôle n°2) et en ammonium (Cf. point de contrôle n°3) ;
- que la mise en demeure susmentionnée n'est toujours pas respectée en ce qui concerne les valeurs limites d'émission des rejets aqueux en zinc (Cf. point de contrôle n°1) et l'envoi d'effluents aqueux non conformes chez Arkema (cf. point de contrôle n°5) ;
- des dépassements très fréquents de la température de rejet des effluents aqueux durant les fortes chaleurs estivales (cf. point de contrôle n°6) ;
- l'absence de réalisation des campagnes de surveillance initiale des rejets aqueux visant à caractériser les effluents aqueux (Cf. constat n°13) ;
- des fuites au niveau du réseau incendie enterré (Cf. point de contrôle n°14).

Sur ces points, l'exploitant a d'ores et déjà mis en oeuvre ou prévu des actions correctives pour y remédier.

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées :

- au fur et à mesure les résultats des actions engagées pour réduire les teneurs en zinc dans l'eau distribuée et donc dans les rejets aqueux ;
- d'ici 15 jours, les résultats de la mesure du débit sur le réseau d'extinction ainsi que les mesures prises en cas de non-conformité, le bon de commande signé et le calendrier de réalisation des travaux de réparation et de sécurisation du réseau d'extinction ;
- d'ici 3 mois, les justificatifs de réalisation des travaux de réparation et de sécurisation du réseau d'extinction ;
- les mesures prises et/ou prévues pour respecter à l'avenir la température maximale de rejet lors des épisodes de fortes chaleurs ;
- d'ici 3 mois, le rapport de synthèse des campagnes de surveillance initiale des rejets aqueux.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Autosurveillance des rejets aqueux en zinc

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 4.4.9 (partiel) + 10.3.3.1 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux superficielles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 03/02/2022</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Article 4.4.9 (partiel)</u> "Les effluents aqueux en sortie de la station de traitement du site respectent les valeurs limites suivantes : [...] Zinc et ses composés (code SANDRE 1383) concentration maximale (mg/L) : 0,032 flux maximal journalier (kg/j) : 0,023 moyenne mensuelle maximale des flux journaliers (kg/j) : 0,019 [...]"
<u>Article 10.3.3.1 (partiel)</u> "[...] Les contrôles, dont la fréquence minimale dans le cadre de l'autosurveillance est précisée dans le tableau ci-dessous, sont réalisés sur les effluents en sortie de la station de traitement des effluents du site, avant envoi à la station de traitement biologique exploitée par la société ARKEMA FRANCE. [...] zinc et ses composés (en Zn, pour tous les états (1383) : fréquence de surveillance mensuelle [...]"
<b>Constats :</b> L'arrêté préfectoral n°DCAT/BEPE/n°2021-215 du 22 octobre 2021 a mis en demeure la société Metex Noovista de respecter dans un délai de 1 mois : <ul style="list-style-type: none"> <li>- la concentration maximale en zinc de 0,032 mg/L ;</li> <li>- le flux maximal journalier en zinc de 0,023 kg/j ;</li> <li>- la moyenne mensuelle des flux journaliers en zinc de 0,019 kg/j.</li> </ul> Les résultats des analyses mensuelles du zinc dans les rejets aqueux de mars 2022 à septembre 2022 mettent en évidence : <ul style="list-style-type: none"> <li>- chaque mois, un dépassement supérieur à 2 fois la valeur limite d'émission en concentration ;</li> <li>- un dépassement inférieur à la valeur limite d'émission en flux en août 2022.</li> </ul> Lors de la visite, l'exploitant a expliqué avoir procédé, en lien avec le distributeur d'eau sur la plateforme chimique, aux actions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>- mi-mai 2022, changement des forages utilisés pour alimenter le site en eau potable (F218 et F219 ==&gt; F239 en source principale et F240 en appoint) ;</li> <li>- analyses journalières (échantillon moyen 24h) de la teneur en zinc dans l'eau distribuée du 25 juillet 2022 au 16 août 2022 : 170 µg/L en moyenne avec un écart type à 60 µg/L ;</li> <li>- 15 septembre 2022, inversion des forages utilisés pour alimenter le site en eau potable (F240 en source principale et F239 en appoint) car les eaux issues du forage F240 présentent en moyenne une concentration en zinc plus faible que celles du forage F239 (F240 : 28,9 µg/L ; F239 : 148 µg/L) ;</li> <li>- à partir du 1 octobre 2022, analyses journalières de la teneur en zinc dans l'eau distribuée ;</li> <li>- courant novembre 2022, bilan des actions engagées.</li> </ul> Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que des mesures en zinc total et zinc dissous après essais de filtration à 0,22 µm et 0,45 µm seront également réalisées afin d'étudier la faisabilité technique d'un traitement de l'eau distribuée. La mise en demeure n'est toujours pas respectée sur les rejets en zinc. Cependant, compte tenu de la problématique globale au niveau de la plateforme et des actions déjà engagées et à venir, l'inspection des installations classées ne propose pas, à ce stade, de suites. Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées au fur et à mesure les résultats des actions engagées pour réduire les teneurs en zinc dans l'eau distribuée et dans les rejets aqueux.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Autosurveillance des rejets aqueux en nitrates

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 4.4.9 (partiel) + 10.3.3.1 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux superficielles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 03/02/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Article 4.4.9 (partiel)</u> "Les effluents aqueux en sortie de la station de traitement du site respectent les valeurs limites suivantes : [...] Nitrates $\text{NO}_3^{2-}$ (code SANDRE 1340) concentration maximale (mg/L) 66,4 flux maximal journalier (kg/j) : 48 moyenne mensuelle maximale des flux journaliers (kg/j) : 39 [...]"  <u>Article 10.3.3.1 (partiel)</u> "[...] Les contrôles, dont la fréquence minimale dans le cadre de l'autosurveillance est précisée dans le tableau ci-dessous, sont réalisés sur les effluents en sortie de la station de traitement des effluents du site, avant envoi à la station de traitement biologique exploitée par la société ARKEMA FRANCE. [...] Nitrates $\text{NO}_3^{2-}$ (1340) : fréquence de surveillance trimestrielle [...]"
<b>Constats :</b> L'arrêté préfectoral n°DCAT/BEPE/n°2021-215 du 22 octobre 2021 a mis en demeure la société Metex Noovista de respecter dans un délai de 1 mois la moyenne mensuelle des flux journaliers en nitrates de 39 kg/j. Par courriel du 10 juin 2022, l'exploitant a indiqué que : <ul style="list-style-type: none"><li>- les anomalies successives sur la pompe de recirculation entre le bassin aéré sans agitation et le bassin aéré avec agitation a engendré une mauvaise dégradation et des dépassements en azote global et nitrates. La dernière anomalie liée à cette pompe de circulation remonte au 15 mars 2022. La refonte complète des guides (travaux dans le bassin) a été réalisée le 29 mars 2022 ;</li><li>- le retour à une dégradation fonctionnelle après chaque réparation des anomalies demande du temps lié à l'inertie de la montée en régime de cette étape. L'inertie est d'environ un mois pour retrouver les performances de la dégradation de l'azote. C'est pourquoi il y a encore eu des dépassements des valeurs limites de rejets pour les nitrates durant le mois d'avril 2022 ;</li><li>- avoir retrouvé des performances adéquates mi-mai 2022 grâce aux réparations pérennes. Pour les nitrates (devant faire l'objet d'une surveillance trimestrielle), les résultats de surveillance des rejets aqueux mettent en évidence :<ul style="list-style-type: none"><li>- un dépassement inférieur au double de la valeur limite d'émission de la concentration en avril 2022 ;</li><li>- le respect des valeurs limites d'émission en concentration et en flux en juillet 2022.</li></ul></li></ul> La mise en demeure est respectée sur ce point.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Autosurveillance des rejets aqueux en ammonium

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 4.4.9 (partiel) + 10.3.3.1 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux superficielles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 03/02/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Article 4.4.9 (partiel)</u> "Les effluents aqueux en sortie de la station de traitement du site respectent les valeurs limites

<p>suivantes : [...]</p> <p>Ammonium <math>\text{NH}_4^+</math> (code SANDRE 1335)</p> <p>concentration maximale (mg/L) 6,4</p> <p>flux maximal journalier (kg/j) : 4,61</p> <p>moyenne mensuelle maximale des flux journaliers (kg/j) : 3,71 [...]"</p> <p><u>Article 10.3.3.1 (partiel)</u></p> <p>"[...] Les contrôles, dont la fréquence minimale dans le cadre de l'autosurveillance est précisée dans le tableau ci-dessous, sont réalisés sur les effluents en sortie de la station de traitement des effluents du site, avant envoi à la station de traitement biologique exploitée par la société ARKEMA FRANCE. [...]</p> <p>Ammonium <math>\text{NH}_4^+</math> (1335) : fréquence de surveillance trimestrielle [...]"</p> <p><b>Constats</b> : Les actions correctives réalisées et détaillées dans le point de contrôle relatif aux rejets aqueux en nitrates ont également eu un impact sur la qualité des rejets en ammonium. Pour l'ammonium (devant faire l'objet d'une surveillance trimestrielle), les résultats de surveillance des rejets aqueux mettent en évidence le respect des valeurs limites d'émission en concentration et en flux en avril et juillet 2022.</p> <p>La mise en demeure est respectée sur ce point.</p> <p><b>Type de suites proposées</b> : Sans suite</p> <p><b>Proposition de suites</b> : Sans objet</p>
---

#### N° 4 : Point de prélèvement des rejets aqueux de la station de traitement du site

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 4.4.6.3
<b>Thème(s)</b> : Risques chroniques, Eaux superficielles
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 03/02/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée</b> :</p> <p>"Un point de prélèvement d'échantillons est prévu sur chaque point de rejet sur lequel une autosurveillance est effectuée ou prescrite par le présent arrêté. Ces point...] s de prélèvement d'échantillons sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande du service de l'Inspection des Installations Classées. [...] Les systèmes permettant le prélèvement continu sont proportionnels au débit sur une durée de 24 h [...]"</p>
<p><b>Constats</b> : Lors de la visite, l'exploitant a présenté les mesures prises suite à la visite du 3 février 2022 pour éviter un risque d'erreur de prélèvement au niveau de l'échantillonneur automatique XX1066.07 comprenant 4 bidons journaliers de 10 L (consignes, prélèvement journalier du bidon de 10 L y compris le week-end).</p>
<b>Type de suites proposées</b> : Sans suite
<b>Proposition de suites</b> : Sans objet

#### N° 5 : Fonctionnement de la station d'épuration du site

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 4.4.3.4 (partiel)
<b>Thème(s)</b> : Risques chroniques, Eaux superficielles
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 03/02/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée</b> :</p> <p>« [...] Les eaux résiduaires, ainsi épurées en interne, sont autorisées, sous réserve du respect des</p>



dispositions du présent titre, à être dirigées vers la station de traitement biologique puis vers la station de traitement final exploitées par la société Arkema France, avant rejet au milieu récepteur (masse d'eau « Rosselle 2 »).
<p><b>Constats :</b> Les effluents traités sur le site sont envoyés vers la station de traitement biologique puis la station de traitement final d'Arkema France alors qu'ils ne respectent pas systématiquement certaines valeurs limites d'émission fixées par le titre 4 de l'arrêté préfectoral susmentionné, et cela malgré l'arrêté préfectoral de mise en demeure DCAT/BEPE/N°2021-215 du 22 octobre 2021 mettant en demeure la société METEX NOOVISTA de respecter dans un délai de 1 mois les dispositions de l'article 4.4.3.4 de l'arrêté préfectoral n°2018-DCAT/BEPE-295 du 10 décembre 2018 susmentionné.</p> <p>Lors de la visite du 22 septembre 2022 et par courriel du 29 septembre 2022, l'exploitant a présenté les documents d'échange entre Metex Noovista et Arkema France mettant en évidence que les dépassements relevés en sortie du site Metex Noovista ne semblent pas impacter les stations de traitement d'Arkema ni le respect des valeurs limites d'émission au niveau du point de rejet dans le milieu naturel.</p> <p>La mise en demeure n'est pas respectée sur ce point. Cependant, au vu des éléments présentés, l'inspection des installations classées propose au préfet de ne pas prendre, à ce stade, de suite administrative.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 6 : Autosurveillance de la température des rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 4.4.8 (partiel) + 10.3.3.1 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Article 4.4.8 (partiel)  "[...] Les effluents rejetés dans l'ovoïde Nord ou envoyés vers la station de traitement biologique exploitée par la société Arkema France [...] doivent également respecter les caractéristiques suivantes : température &lt; 30°C"</p> <p>Article 10.3.3.1 (partiel)  "[...] Les contrôles, dont la fréquence minimale dans le cadre de l'autosurveillance est précisée dans le tableau ci-dessous, sont réalisés sur les effluents en sortie de la station de traitement des effluents du site, avant envoi à la station de traitement biologique exploitée par la société ARKEMA FRANCE. [...]"  Température (1301) : fréquence de surveillance en continu [...]"</p>
<p><b>Constats :</b> Les résultats journaliers d'analyse de la température transmis sur GIDAF mettent en évidence des dépassements très fréquents de la température maximale de rejet de 30°C :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- en mai 2022 (6 jours sur 31) ;</li> <li>- en juin 2022 (12 jours sur 30) : Valeur maximale : 33,9°C / valeur moyenne mensuelle : 29,63°C ;</li> <li>- en juillet 2022 (25 jours sur 31) : valeur max : 35,8°C - valeur moyenne mensuelle : 31,62 °C ;</li> <li>- en août 2022 (24 jours sur 31) : valeur max : 36,7°C - valeur moyenne mensuelle : 31,57 °C.</li> </ul> <p>Aucun dépassement de la température de rejet n'est observée depuis le 30 août 2022.</p> <p>La température de rejet suivie en continu et reportée en salle de contrôle de la station d'épuration était inférieure à 30°C le jour de la visite.</p> <p>L'exploitant a expliqué que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la température en entrée de la station d'épuration était trop importante ;</li> <li>- avoir réglé les installations de réfrigération au maximum de leur capacité dès juin 2022 ;</li> <li>- les installations de réfrigération présentes sur le site sont insuffisantes en cas de fortes chaleurs ;</li> <li>- elles ont été dimensionnées pour une température maximale de 27°C ;</li> <li>- plusieurs solutions techniques sont envisageables (modification des installations existantes,</li> </ul>



extension des capacités des installations de réfrigération) mais nécessitent des investissements. À noter que les rejets aqueux du site Metex Noovista sont envoyés à la station de traitement biologique puis la station de traitement final exploitées par Arkema avant rejet dans le milieu naturel. Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées les mesures prises et/ou prévues pour respecter à l'avenir la température maximale de rejet lors des épisodes de fortes chaleurs.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Valeurs nulles sur les résultats d'autosurveillance des rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 10.3.3.1 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> "[...] La télédéclaration des résultats de l'autosurveillance du mois M est effectuée avant le 15 du mois M+1. La transmission des résultats à l'Inspection des Installations Classées est accompagnée de commentaires sur les causes de dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en oeuvre ou envisagées. [...]"
<b>Constats :</b> Les résultats des analyses journalières en phosphore et MES transmis sur GIDAF mettent en évidence de nombreuses valeurs en phosphore et MES égales à 0 sans commentaire de l'exploitant. L'exploitant a justifié qu'il s'agissait de résultats inférieurs à la limite de détection. L'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant les consignes de saisie des résultats sur GIDAF à savoir : - si la valeur d'un résultat est inférieure à la limite de quantification ( $\leq$ LQ), la valeur LQ/2 doit être saisie et une mention indiquant que le résultat est inférieur à LQ doit être ajoutée dans la colonne Commentaires. - si le résultat est inférieur à la limite de détection ( $\leq$ LD), la valeur zéro doit être saisie pour la concentration et une mention indiquant que le résultat est inférieur à LD doit être ajoutée dans la colonne Commentaires.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 9 : Suivi en continu de certains paramètres des rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 10.3.3.1 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> "[...] Les contrôles, dont la fréquence minimale dans le cadre de l'autosurveillance est précisée dans le tableau ci-dessous, sont réalisés sur les effluents en sortie de la station de traitement des effluents du site, avant envoi à la station de traitement biologique exploitée par la société ARKEMA FRANCE. [...] Débit (1552) : en continu pH (1302) : en continu Température (1301) : en continu [...]"
<b>Constats :</b> Sans observation sur la base des constats réalisés lors de la visite en salle de contrôle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 10 : Autosurveillance des rejets aqueux sur les autres paramètres

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 4.4.8 (partiel) + 4.4.9 (partiel) + 10.3.3.1 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Article 4.4.8 (partiel)</u>  " [...] Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes : [...] pH : compris entre 5,5 et 8,5."</p> <p><u>Article 4.4.9 (partiel)</u>  "Les effluents aqueux en sortie de la station de traitement du site respectent les valeurs limites suivantes : [tableau non reproduit]  Le débit maximal journalier est de 720 m<sup>3</sup>/j.  La moyenne mensuelle des débits journaliers est inférieure à 580 m<sup>3</sup>/j. [...]  Sauf disposition contraire, les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur 24 heures."</p> <p><u>Article 10.3.3.1 (partiel)</u>  "[...] Les contrôles, dont la fréquence minimale dans le cadre de l'autosurveillance est précisée dans le tableau ci-dessous, sont réalisés sur les effluents en sortie de la station de traitement des effluents du site, avant envoi à la station de traitement biologique exploitée par la société ARKEMA FRANCE. Les analyses sont effectuées sur un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation. Le prélèvement de l'échantillon est proportionnel au débit de l'effluent. Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10% de la série des résultats des mesures pour les concentrations peuvent dépasser les valeurs limites prescrites sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle pour les effluents aqueux. [...] [tableau non reproduit] [...]"</p> <p><b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a constaté, sur la base des résultats de surveillance de juin 2022 à août 2022 transmis sur GIDAF, des dépassements ponctuels :  - dépassement de certaines valeurs limites d'émission en concentration mais moins de 10 % de la série des résultats des mesures dans le mois et inférieurs au double de la valeur limite d'émission ;  - un dépassement de certaines valeurs limites (azote global, DCO, phosphore) supérieur à 2 fois la valeur limite d'émission le 12 juillet 2022. L'exploitant a indiqué que ce dépassement est lié à un problème d'échantillonnage du préleveur automatique (quantité prélevée non représentative de la journée).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 11 : Mesures comparatives des effluents aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 10.3.3.1 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  " [...] En outre, l'exploitant fait réaliser a minima deux mesures comparatives par an telles que définies à l'Article 10.2.3. du présent arrêté et portant sur l'ensemble des paramètres réglementés ci-dessus. [...]"</p> <p><b>Constats :</b> Suite à la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant a transmis sur l'outil GIDAF les résultats des mesures comparatives réalisées par un laboratoire agréé (Micropolluants technologies) le 11 mai 2022 et le 10 août 2022 sur les rejets aqueux.</p>

<p>Sur ces 2 mesures comparatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la mesure du débit n'est pas réalisée par un laboratoire agréé ;</li> <li>- les paramètres MEST et Azote global ne sont pas analysés. L'exploitant s'est engagé à intégrer à l'avenir ces 2 paramètres lors de la réalisation des mesures comparatives.</li> </ul> <p>En terme de résultats, la mesure comparative du 11 mai 2022 met en évidence de nombreux dépassements qui sont liés aux difficultés techniques rencontrées sur la station d'épuration durant cette période et relevés par l'autosurveillance.</p> <p>La mesure comparative du 10 août 2022 met en évidence :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un dépassement de la concentration en zinc (46 µg/L au lieu de 32 µg/L) lié à la qualité de l'eau potable distribuée ;</li> <li>- un dépassement de la concentration en ammonium (13,3 mg/L au lieu de 6,4 mg/L) lié à une gestion complexe de l'O<sub>2</sub>.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 12 : Analyse annuelle de la présence d'OGM dans les effluents aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 10.3.3.1 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>"[...] Par ailleurs, une analyse des effluents aqueux permettant de rechercher la présence de microorganismes génétiquement modifiés viables doit être faite au frais de l'exploitant au minimum une fois par an. [...]"</p>
<p><b>Constats :</b> Par courriel du 29 septembre, l'exploitant a transmis les deux derniers rapports d'analyse d'effluents aqueux du laboratoire METEX (prélèvements des 4 mars 2022 et 2 septembre 2022) justifiant l'absence d'organismes génétiquement modifiés.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 13 : Campagne de surveillance et de caractérisation initiale des rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 10.3.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>"L'exploitant met en oeuvre sous un délai de 12 mois à compter de la mise en service initiale des installations, un programme de surveillance au point de rejet des effluents industriels de l'établissement, en aval de la station de traitement des effluents du site et avant envoi vers la station de traitement biologique exploitée par la société ARKEMA FRANCE dans les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 mesure mensuelle sur 24 heures représentatives du fonctionnement de l'installation sur 3 mois consécutifs ;</li> <li>- portant a minima sur l'ensemble des substances suivantes : substances représentatives de l'état chimique et de l'état écologique (paramètres physico-chimiques et polluants spécifiques de l'état écologique synthétiques et non synthétiques), figurant dans les tableaux 38, 43, 44 et 87 de l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 modifié susvisé ; substances qui font l'objet d'une auto-surveillance réglementée en sortie de la station de traitement final exploitée par la société ARKEMA France (paramètres définis à l'article 3.2.3.3 de l'arrêté préfectoral n° 2015-DLP/BUPE-169 du 27 mai 2015 modifié) ; substances spécifiques aux produits de traitement des circuits de refroidissement fixés dans les articles 38 et annexe IV de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé et identifiées dans la</li> </ul>

<p>fiche de stratégie de traitement ; bactérie revivifiable utilisée pour la production. Les référentiels à utiliser sont en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 modifié susvisé ;</li> <li>- le guide ministériel de mise en œuvre de la réglementation applicable aux ICPE en matière de rejets de substances dangereuses dans l'eau de janvier 2018 ;</li> <li>- le guide ministériel de mise en œuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des ICPE de février 2018.</li> </ul> <p>Les limites de quantification pour chaque substance doivent répondre aux critères minimaux fixés dans l'avis du 11 février 2017 relatif aux limites de quantification des couples «paramètre-matrice» de l'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques.</p> <p>L'exploitant fournit à l'Inspection des Installations Classées, dans un délai maximal de 18 mois à compter de la mise en service initiale des installations, un rapport de synthèse de la surveillance devant comprendre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un tableau récapitulatif des mesures sous une forme synthétique, comprenant pour chaque substance, sa concentration et son flux, pour chacune des mesures réalisées. Le tableau comprend également les concentrations minimale, maximale et moyenne mesurées sur les 3 échantillons, ainsi que les flux minimal, maximal et moyen calculés à partir des 3 mesures et les limites de quantification pour chaque mesure ;</li> <li>- l'ensemble des rapports d'analyses réalisées en application du présent article ;</li> <li>- dans le cas où l'exploitant a réalisé lui-même le prélèvement des échantillons, l'ensemble des éléments permettant d'attester de la traçabilité de ces opérations de prélèvement et de mesure de débit ;</li> <li>- des commentaires et explications sur les résultats obtenus et leurs éventuelles variations, en évaluant les origines possibles des substances rejetées, notamment au regard des activités industrielles exercées et des produits utilisés ; des propositions dûment argumentées, le cas échéant, si l'exploitant souhaite demander une révision de l'article 10.3.3. du présent arrêté."</li> </ul> <p><b>Constats :</b> Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le démarrage de l'usine a eu lieu en avril 2021, la stabilisation du fonctionnement du process s'est finalisée fin 2021 et la stabilisation de la station d'épuration s'est finalisée en mai 2022 ;</li> <li>- ne pas encore avoir procédé à la campagne de surveillance et de caractérisation initiale des rejets aqueux. L'exploitant s'est engagé à démarrer cette campagne de surveillance en octobre 2022.</li> </ul> <p>Par courriels des 29 et 30 septembre 2022 et 4 octobre 2022, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- a transmis le bon de commande du 4 octobre 2022 selon le devis du 27 septembre 2022 pour la réalisation de la campagne initiale de surveillance des rejets aqueux par le laboratoire Micropolluants Technologies qui se déroulera en octobre, novembre et décembre 2022 ;</li> <li>- s'est engagé à transmettre le rapport de synthèse d'ici la fin de l'année 2022.</li> </ul> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées d'ici 3 mois le rapport de synthèse des campagnes de surveillance initiale des rejets aqueux.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>
---

#### N° 14 : Réseau d'eau d'extinction incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 8.4.4 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>"[...] Les installations sont couvertes par un réseau incendie maillé et sectionnable. [...] L'ensemble des moyens d'intervention et de lutte contre l'incendie est maintenu en bon état. [...]"</p>
<p><b>Constats :</b> Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté 2 fuites d'eau. L'exploitant a indiqué :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- qu'il s'agit de fuites sur le réseau incendie enterré liées à des problèmes de conception ;</li> </ul>

- que des travaux de réparation des fuites et de sécurisation (limiteur de pression) du réseau incendie seront réalisés d'ici la fin de l'année 2022.

Par courriel du 29 septembre 2022, l'exploitant a transmis le devis de la société ALTECO TP du 29 septembre 2022 pour les travaux susmentionnés.

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que le débit d'extinction est respecté dans l'attente des travaux de réparation des fuites. Par courriels des 29 et 30 septembre 2022, l'exploitant a justifié avoir sollicité la société TEPF pour effectuer une mesure de débit sur le réseau d'extinction.

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées :

- dans un délai de 15 jours, les résultats de la mesure du débit sur le réseau d'extinction ainsi que les mesures prises en cas de non-conformité ;
- dans un délai de 15 jours, le bon de commande signé et le calendrier de réalisation des travaux susmentionnés ;
- dans un délai de 3 mois, les justificatifs de réalisation des travaux susmentionnés.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet